



ACHAT DE LIVRES, SUPPORTS AUDIOVISUELS ET JEUX VIDEO POUR LA MEDIATHEQUE MONTMAJOUR DE LA COMMUNE DU VAL

**Lot n° 1, 2, 3 et 4
LIVRES ADULTES ET JEUNESSE
SUPPORTS AUDIOVISUELS ET JEUX VIDEO**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES
PARTICULIERES « C.C.A.T.P. » VALANT ACTE D'ENGAGEMENT**

Si le candidat soumissionne pour plusieurs lots, il doit remplir un CCATP valant acte d'engagement par lot.

SOMMAIRE

Article 1 : Intervenant - Objet de la Consultation

- 1.1 - Intervenants
- 1.2 - Objet de la Consultation

Article 2 : Forme juridique du marché

- 2.1 - Mode de consultation
- 2.2 - Marché à bons de commande
- 2.3 - Allotissement
- 2.4 - Durée du marché

Article 3 : Détermination des Fournitures

Article 4 : Documents Contractuels

- 4.1 - Pièces Particulières
- 4.2 - Pièces Générales

Article 5 : Dispositions Financières

- 5.1 - Contenu des prix
- 5.2 - Prix de règlement

Article 6 : Conditions de livraison - Modalité d'exécution

- 6.1 - Bons de commande
- 6.2 - Livraison
 - 6.2.1 - Lieux de livraison
 - 6.2.2 - Mode de livraison
 - 6.2.3 - Délais

Article 7 : Pénalité de retard

Article 8 : Facturation - Paiement

- 8.1 - Facturation
- 8.2 - Paiement

Article 9 : Résiliation du Marché

ARTICLE 1 - INTERVENANTS - OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 - Intervenants

- Personne publique

La personne publique est la commune du Val, représentée par Monsieur le Maire du Val, Bernard SAULNIER.

1.2 - Objet de la Consultation

Le présent marché a pour objet l'achat de livres, supports audiovisuels et jeux vidéo adultes et jeunesse pour la médiathèque Montmajour de la commune du Val.

Les prestations sont réparties **en quatre lots**.

ARTICLE 2 - FORME JURIDIQUE DU MARCHE

2.1 - Mode de consultation

Le présent marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée, en application de l'article 28 du CMP 2006.

2.2 - Marché à Bons de Commande

Le présent marché est un marché à bons de commande conformément à l'article 77 du CMP 2006.

2.3 - Allotissement

Conformément à l'article 10 du CMP 2006, la présente consultation est répartie **en quatre (4) lots**.

Lot 1 : Livres adultes et jeunesse

- Albums jeunesse
- Contes
- Romans - policiers - sciences - fictions
- Documentaires adultes et jeunesse
- Biographies
 - Montant Maximum : 8000 euros
 - Montant Minimum : 5 000 euros

Lot 2 : Livres en gros caractères pour adultes mal - voyants et CD-Lu

- Montant Maximum : 1 000 euros
- Montant Minimum : 300 euros

Lot 3 : Bandes dessinées et mangas

- Bandes dessinées adultes
- Bandes dessinées jeunesse
- Mangas adultes
- Mangas jeunesse
 - Montant Maximum : 1 000 euros
 - Montant Minimum : 300 euros

Lot 4 : Supports Audiovisuels et jeux vidéo

- Montant Maximum : 2 000 euro
- Montant Minimum : 1 000 euro

Les quantités commandées pourront être très faibles.

La collectivité s'engage sur le montant minimum, le titulaire sur le montant maximum.

Si plusieurs candidats sont sélectionnés pour un même lot, dans ce cas, la collectivité ne s'engage pas pour le minimum, le titulaire n'est pas engagé pour le maximum.

2.4 - Durée du Marché

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois, soit du 1^{er} Avril 2015 au 31 Mars 2016, reconductible tacitement trois fois.

ARTICLE 3 - DETERMINATION DES FOURNITURES POUR LES LOTS

Le lot 1 comprend : albums jeunesse, livres animés, livres tissus, contes, romans, documentaires, biographies, policiers, sciences fictions...

Le lot 2 comprend : les livres en gros caractères et les CD-Lus

Le lot 3 comprend : les mangas adultes et jeunesses et les bandes dessinées adultes et jeunesse.

Le lot 4 comprend : les supports audiovisuels, les VOD, les jeux vidéo

Les quantités mentionnées dans le détail estimatif représentent **les bases de la consultation** mais sont susceptibles de varier en plus ou en moins sans que **le titulaire du marché puisse prétendre à aucune indemnité**.

De plus, il se peut que le pouvoir adjudicateur souhaite acheter au titre de ce marché, des articles qui ne seraient pas expressément mentionnés dans le détail estimatif joint. Ces fournitures devront dans tous les cas, faire partie de la famille de produits faisant l'objet du présent marché pour laquelle la commune du Val aura obtenu une remise sur le tarif de base. Cette remise doit figurer dans le cadre « remise » à la rubrique « Engagement du candidat » figurant en dernière page du présent CCATP valant acte d'engagement.

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

4.1 - Pièces Particulières

- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) valant Acte d'Engagement.
- Le mémoire technique daté et signé*, indiquant la liste complète des éditeurs, le nombre de références au catalogue, la possibilité d'un office, et explicitant la gestion et le suivi des commandes.

Le Détail Quantitatif Estimatif n'est pas une pièce contractuelle du marché.

* Le cas échéant, par les représentants qualifiés de toutes les entreprises qui seront signataires du marché. Cependant, en cas de groupement, le mandataire, s'il est l'unique signataire des pièces du marché, doit justifier des habilitations requises pour représenter les entreprises co-traitantes au stade de la passation du marché et percevoir pour leur compte les sommes qui leurs sont dues en exécution du marché par règlement au compte du mandataire. Pour la sous-traitance, il sera fait application des articles 112 à 117 du Code des Marchés Publics.

4.2 - Pièces Générales

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté ministériel du 19/01/2009.

ARTICLE 5 - GROUPEMENT DE CANDIDATURES ET DES OFFRES

En application des dispositions de l'article 51 du Code des marchés publics, les sociétés peuvent présenter leur candidature ou leur offre sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence.

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des sociétés groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces sociétés au stade de la passation du marché.

Pour l'exécution du marché, il est demandé expressément que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

ARTICLE 6 - DISPOSITIONS FINANCIERES

6.1 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution.

6.2 - Prix de règlement

Les marchés sont traités sur la base des prix remisés (remise à laquelle s'est engagée le candidat dans le cadre « Engagement » du présent CCATP).

Les prix sont ajustables. Ils varieront dans les mêmes conditions de date et de proportions que les prix applicables au public et ceci à chaque nouvelle tarification des éditeurs.

L'ajustement de prix reste soumis à la transmission préalable par le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard un (1) mois avant la date d'effet, des nouveaux tarifs et de ceux qu'ils remplacent et ceci à chaque changement de prix.

Le titulaire indique clairement le pourcentage de variation des nouveaux tarifs. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter les nouveaux tarifs dès lors qu'ils dépasseront de 5% les tarifs figurant dans l'offre initiale et de résilier le marché pour la partie non encore exécutée.

La périodicité de l'ajustement est annuelle à la date anniversaire de la notification du marché.

ARTICLE 7 - CONDITION DE LIVRAISON - MODALITES D'EXECUTION

7.1 - Bons de Commande

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Seuls les bons validés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourront être honorés par le ou les titulaires du marché.

Toute livraison sans bon de commande préalable ne pourra être payée.

Chaque bon précisera :

- La nature, quantité, description des fournitures à livrer
- Le lieu de livraison
- La date de livraison
- Le montant de la commande
- Les références du marché

7.2 - Livraison

7.2.1 - Lieux de livraison

Les commandes seront livrées à la Médiathèque Montmajour, rue des écoles 83 143 LE VAL.

Les Livraisons devront se faire : **Lundi, Mardi et Jeudi de 9h à 11 h 30 et/ou de 13 h à 16 h 30.**

7.2.2 - Mode de Livraison

Aucune livraison en vrac ne sera autorisée. Les articles devront être livrés en paquets distincts pour articles adultes et jeunesse, comportant une étiquette mentionnant « adultes » ou « jeunesse ».

Les risques afférents au conditionnement, à l'emballage, au chargement, au transport et à la livraison incombent au titulaire.

7.2.3 - Délais

Les livraisons devront être effectuées dans le délai maximum indiqué dans le cadre « délai proposé » en dernière page du présent CCATP valant acte d'engagement, sans pouvoir excéder 3 semaines, à compter de la réception du bon de commande, pouvant être transmis par e-mail, ou par télécopie ou par voie postale, par le fournisseur.

A titre exceptionnel, des livraisons d'urgence pourront être demandées.

ARTICLE 8. - CONTROLES, RÉCEPTION ET GARANTIES

8.1 - Vérifications

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité entre les fournitures livrées et le marché.

Elles portent sur la quantité et la qualité de la fourniture livrée.

Elles sont effectuées dans un délai de 4 jours ouvrables à dater de la livraison. Si les fournitures ne sont pas conformes aux stipulations du marché, celles -ci sont retournées, aux frais du titulaire du marché, pour remplacement.

8.2 - Admission

8.2.1 - VÉRIFICATIONS QUANTITATIVES

Si la quantité n'est pas conforme aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur peut mettre le titulaire en demeure, dans le délai qu'elle prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni,
- soit de compléter la livraison.

8.2.2 - VÉRIFICATIONS QUALITATIVES

Une admission est prononcée à l'issue des opérations de vérifications.

8.3 - Réfaction - reprise - échange

Seules les fournitures effectivement livrées de façon satisfaisante donnent droit à paiement. Conformément aux dispositions de l'article 25.3 du C.C.A.G. - F.C.S., lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les fournitures livrées ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les fournitures livrées ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, elle prononce le rejet partiel ou total.

Les décisions de réfaction ou de rejet ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ait été convoqué pour être entendu. Ces décisions seront motivées.

Les fournitures non livrées constatées par le pouvoir adjudicateur devront faire l'objet d'une nouvelle livraison par le titulaire.

Le reprise ou l'échange des fournitures livrées peuvent être demandés dans un délai de 30 jours à compter de la livraison. Ils s'effectuent gratuitement dans un délai maximal de 8 jours, et font systématiquement l'objet d'un avoir, avec éventuellement une réfaction s'il s'agit d'un échange.

ARTICLE 9 - PENALITES DE RETARD

En cas de dépassement non justifié du délai de livraison auquel s'est engagé le candidat compté à partir de la date de réception du bon de commande, le titulaire subira les pénalités de retard prévues fixés comme suit : lorsque des irrégularités et des retards de livraison concernant les délais fixés dans l'article 6 du présent marché, seront constatés, et ce, du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 80 € par jour de retard.

ARTICLE 10 - FACTURATION - PAIEMENT

10.1 - Facturation

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du créancier
- L'indication « Médiathèque »
- Le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement
- Le numéro du marché
- Les fournitures livrées
- Le montant hors taxe des fournitures en question éventuellement ajusté ou remis à jour
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total des prestations livrées ou exécutées
- La date de la facturation

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivantes :

Mairie du Val - Service Comptabilité - Place de la Libération - 83 143 LE VAL

Toutes factures non conformes seront immédiatement retournées au titulaire.

10.2 - Paiement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique. Les sommes dues seront mandatées dans un délai de 27 jours et payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou demandes de paiement équivalents, à condition que l'ensemble des fournitures ait été vérifié quantitativement et qualitativement. Passé ce délai, les intérêts moratoires seront versés.

ARTICLE 11 - ATTESTATIONS FISCALES ET SOCIALES ET DECLARATIONS SUR L'HONNEUR EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

En application des dispositions du décret n° 2005-1334 du 27 octobre 2005 relatif au travail dissimulé et modifiant le code du travail, le titulaire devra remettre avant le 30 janvier de l'année n, les attestations fiscales et sociales de l'année n-1 et tous les 6 mois une déclaration sur l'honneur à la date de l'attestation de dépôt de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires, de la réalisation du travail par des salariés régulièrement employés au regard des articles L320 ; L143-3, et R 143-2 du Code du travail et ce jusqu'à la fin du contrat.

Si le titulaire est un ressortissant de l'UE, les attestations et déclarations en français émanant de l'administration de son pays d'origine.

La non production de ces documents entraînera la résiliation immédiate pour faute du marché et ne donnera pas droit à indemnités

ARTICLE 12 - RESILIATION DU MARCHE

Seules les stipulations du CCAG-FGS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

Il est précisé que l'inexactitude des renseignements prévus à l'article 44 et à l'article 46-1 du Code des Marchés Publics, peut entraîner, par décision du pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Dans ce cas les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au fournisseur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

ARTICLE 15 - LITIGES ET CONTENTIEUX

Préalablement à tout recours contentieux, le Comité Consultatif Régional de règlement Amiable prévu à l'article 131 du CMP pourra être saisi, soit par le pouvoir adjudicateur, soit par le titulaire, dans les conditions fixées aux articles 131 et suivants du CMP.

En cas de litige résultant de l'application de clauses du marché, le Tribunal Administratif compétent sera celui du domicile de la commune, à savoir Toulon, 5 rue Racine BP 4051 83 041 TOULON cedex 9.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

APPLICATION DES PRIX HT PUBLICS affectés d'un rabais général de :

% en chiffres : _____ %

% en lettres : _____ %

Montant des frais de livraisons TTC : _____ €

Délai de livraison proposé pour une commande (minimum et maximum):

Délai de livraison proposé après un choix en magasin (minimum et maximum):

Fait à : _____ le _____ Fait à Le Val, le : _____

(Cachet et signature du Candidat) :

Le Maire, Bernard SAULNIER